

D é c l a r a t i o n

Le résultat du 29 mai a montré la force propulsive de l'antilibéralisme. Par sa détermination et sa pluralité, il a conduit le non à la victoire. Il a montré que, pour gagner, la gauche n'était pas vouée à la résignation, à l'esprit d'adaptation aux normes de la « concurrence libre et non faussée ». Une gauche qui reste ancrée dans les valeurs et les objectifs de la transformation sociale peut être majoritaire dans ce pays. Ce faisant, elle contribuerait à redonner sens à la politique pour les catégories populaires. Elle créerait les conditions d'un raccord entre l'action sociale et les constructions politiques.

Le 29 mai a été le résultat de l'action spécifique de toutes celles et ceux qui, individuellement ou collectivement, se sont engagés pour le non ; il a été aussi le fruit du « tous ensemble ». Prolonger ce « tous ensemble », le faire vivre dans les combats ultérieurs : voilà qui est devenu une exigence forte. Nul ne doit la décevoir. « Tous ensemble », nous devons définir les contours d'une politique alternative qui contredira la logique libérale extrême de la droite, sans reproduire les impasses des gestions socialistes passées. « Tous ensemble », nous devons promouvoir cette perspective dans l'espace politique et institutionnel, y compris lors des échéances électorales. Si ce « tous ensemble » ne fonctionnait pas, si l'éparpillement continuait de s'exprimer du côté de l'alternative, le risque serait grand que la désespérance à l'égard du politique grandisse d'un côté et que, de l'autre côté, se reproduise un effet de vote utile et une logique de bipartisme que la campagne référendaire a utilement affaiblie.

L'essentiel est de parvenir à ce rassemblement large des individus, des sensibilités, des forces soucieuses d'alternative, pour que toute la gauche retrouve le sens de la transformation sociale et devienne majoritaire sur cette base. Qu'à l'issue d'un processus ouvert de co-élaboration une ou un communiste puisse exprimer l'urgence de ce rassemblement, notamment lors de la présidentielle : voilà qui nous paraît aller de soi. Mais cela, pas plus que l'affirmation contraire, ne saurait être un préalable. Ou alors on en reviendrait peu ou prou à la conception d'un parti d'avant-garde, seul à même de représenter le peuple dans la quête d'une autre société.

Le parti communiste doit exprimer publiquement la nécessité de la convergence antilibérale. Qu'une ou un de ses membres soit retenu, au bout du compte, pour incarner cette exigence dépendra, et de l'évolution du débat politique et de la capacité des communistes à manifester, indissociablement, leur apport spécifique et leur esprit d'ouverture. Cela est affaire de pratique et non de proclamation. Dans l'immédiat, toute déclaration unilatérale concernant une éventuelle candidature communiste, avant même tout processus de co-élaboration, serait contre-productive pour le communisme en particulier comme pour l'alternative en général.

Le 20 juin 2005

Gilles Alfonsi, Chantal Delmas, Frédérick Genevée, Sylvie Larue, Isabelle Lorand,
Fernanda Marruchelli, Roger Martelli, Christian Martin, Louis Mazuy, Danièle Montel,
Nadine Stoll, Danielle Sanchez, Pierre Zarka, Malika Zediri

membres du Conseil National du PCF